|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2021Consultation virtuelle des Conseillers, 8-18 juin 2021** |  |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 9** | **Document C21/52-F** |
| **9 mars 2021** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général |
| AMÉLIORATION DE LA GESTION ET DU SUIVI DE LA CONTRIBUTION DES MEMBRES DE SECTEUR, DES ASSOCIÉS ET DES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES AUX DÉPENSES DE L'UIT |

|  |
| --- |
| RésuméPar sa [Résolution 152 (Rév. Busan, 2014)](http://www.itu.int/pub/S-CONF-ACTF-2014), la Conférence de plénipotentiaires a chargé le Secrétaire général, en concertation avec les Directeurs des Bureaux, de faire rapport au Conseil sur la gestion et le suivi de la contribution des Membres de Secteur et des Associés aux dépenses de l'UIT, en soulignant les éventuelles difficultés et en proposant de nouvelles améliorations.Depuis la session de 2011 du Conseil, le Secrétaire général dispose d'une plus grande flexibilité dans la mise en œuvre de la Résolution 152 (Rév. Guadalajara, 2010) concernant la disposition relative à la radiation automatique, afin de garder les Membres actuels et de faciliter le recouvrement des dettes antérieures. La Conférence de plénipotentiaires (Busan, 2014) a modifié la Résolution 152 pour tenir compte de cette flexibilité.La version de 2020 du présent rapport (Document C20/52) a été établie en vue de sa soumission au Conseil à sa session de 2020, mais n'a pas été examinée.Suite à donnerLe Conseil est invité à **prendre note** du rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la gestion et du suivi de la contribution des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires aux dépenses de l'UIT et à **approuver** les recommandations figurant au § 4. Le Conseil est également invité à prendre note du Document [C20/52](https://www.itu.int/md/S20-CL-C-0052/en).\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Références[*Numéros 241 et 241C (article 19) de la Convention*](https://www.itu.int/en/council/2019/Documents/basic-texts/Convention-F.pdf)*;* [*Résolution 152 (Rév. Busan, 2014)*](http://www.itu.int/pub/S-CONF-ACTF-2014) *de la Conférence de plénipotentiaires; Documents C93/49, C95/87, C95/112,* [*C01/34*](http://www.itu.int/itudoc/gs/council/c01/docs/034.html)*,* [*C06/25*](http://www.itu.int/md/S06-CL-C-0025/en)*,* [*C07/5(Rév.1)*](http://www.itu.int/md/S07-CL-C-0005/en)*,* [*C08/14*](http://www.itu.int/md/S08-CL-C-0014/en)*,* [*C09/5(Rév.1)*](http://www.itu.int/md/S09-CL-C-0005/en)*,* [*C10/33*](http://www.itu.int/md/S10-CL-C-0033/fr)*,*[*C10/96*](http://www.itu.int/md/S10-CL-C-0096/fr)*,* [*C11/21*](http://www.itu.int/md/S11-CL-C-0021/fr)*,* [*C12/5*](http://www.itu.int/md/S12-CL-C-0005/fr)*,* [*C12/10*](http://www.itu.int/md/S12-CL-C-0010/fr)*,* [*C13/14*](http://www.itu.int/md/S13-CL-C-0014/fr)*,* [*C14/14*](http://www.itu.int/md/S14-CL-C-0014/en)*,* [*C15/14*](http://www.itu.int/md/S15-CL-C-0014/en)*,* [*C16/14*](http://www.itu.int/md/S16-CL-C-0014/fr)*,* [*C17/14*](http://www.itu.int/md/S17-CL-C-0014/en)*,* [*C18/60*](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0060/en)*,* [*C19/52*](https://www.itu.int/md/S19-CL-C-0052/en)*,* [*C20/52*](http://www.itu.int/md/S20-CL-C-0052/en) |

# 1 Résumé

1.1 En vertu de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, le Secrétaire général est chargé, en concertation avec les Directeurs des Bureaux, de faire rapport au Conseil en ce qui concerne la gestion et le suivi de la contribution des Membres de Secteur et des Associés aux dépenses de l'UIT, en soulignant les éventuelles difficultés et en proposant de nouvelles améliorations.

1.2 La Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) définit le délai pour la suspension et l'exclusion de Membres de Secteur et d'Associés en cas de retard de paiements, comme suit:

– la participation aux travaux de l'UIT est suspendue six mois (180 jours) après l'expiration de l'échéance fixée pour le paiement de la contribution annuelle; et

– l'exclusion devrait intervenir trois mois (90 jours) après la date de la suspension.

1.3 L'entrée en vigueur de la Résolution 152, en 2010, a eu des retombées positives, mais a également fait naître un certain nombre de difficultés, en particulier: perte systématique de Membres de Secteur et d'Associés; difficultés rencontrées pour le recouvrement des dettes des Membres de Secteur et Associés exclus, dans la mesure où il n'y a pas d'incitations à rembourser les montants dus ou d'autres mécanismes de négociation une fois l'exclusion prononcée; enfin, manque de flexibilité pour négocier les dettes des Membres de Secteur et des Associés en cas de fusion ou d'acquisition (Membres de Secteur et Associés nouveaux ou existants ayant acquis un ex-Membre de Secteur ou un ex-Associé de l'UIT qui avait une dette).

1.4 Face aux problèmes susmentionnés, et en vue de réduire le nombre d'exclusions, le Secrétaire général a demandé à disposer d'une plus grande flexibilité dans la mise en œuvre de la Résolution 152 (à sa session de 2011, le Conseil lui a accordé cette flexibilité et cette décision a été renouvelée les années suivantes). La Conférence de plénipotentiaires (Busan, 2014) a ensuite révisé la Résolution 152, compte tenu de la flexibilité permanente concernant la disposition relative à la radiation automatique de Membres de Secteur et d'Associés, afin de faciliter le recouvrement des dettes antérieures, de garder les membres actuels et d'en attirer de nouveaux.

# 2 Rappel: Résultats obtenus dans l'application de la Résolution 152

2.1 L'adoption de la Résolution 152 a eu des conséquences positives sur le paiement des contributions, qui se sont traduites par un meilleur taux de recouvrement de celles-ci et, de ce fait, une diminution de la dette des Membres de Secteur et des Associés. Les deux tableaux suivants montrent l'évolution du taux de recouvrement des contributions ainsi que l'évolution de la dette courante (contributions dues pour l'année en cours) et des arriérés (contributions impayées cumulatives pour les années précédentes) des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires.

Tableau 1

Évolution du taux de recouvrement des contributions des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires (pourcentage des montants reçus
par rapport aux montants facturés)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Membres | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Membres de Secteur | 99% | 98% | 98% | 98% | 98% | 98% | 97% | 96% | 96% | 98% |
| Associés | 93% | 94% | 93% | 93% | 93% | 93% | 96% | 94% | 95% | 94% |
| Établissements universitaires | 80% | 86% | 92% | 95% | 93% | 96% | 94% | 93% | 95% | 90% |

Tableau 2

Évolution de la dette courante et des arriérés des Membres de Secteur, des Associés
et des établissements universitaires (en milliers de CHF)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Dette | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Dette courante (contributions) | 374 | 469 | 470 | 487 | 441 | 515 | 542 | 871 | 720 | 493 |
| Arriérés (contributions) | 19 149 | 17 758 | 16 484 | 16 729 | 16 300 | 15 367 | 13 938 | 11 213 | 11 193 | 9 355 |

2.2 Le Tableau 1 montre qu'en dépit du COVID-19, le taux de recouvrement des contributions de 2020 a été relativement élevé pour les Membres de Secteur (98% en 2020 contre 96% en 2019). Ce taux est resté presque le même pour les Associés (94% en 2020 contre 95% en 2019) et a diminué pour les établissements universitaires (90% en 2020 contre 95% en 2019).

2.3 Le Tableau 2 montre que, sur les dix dernières années, de 2011 à 2020, la dette courante des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires a augmenté de 32%, passant de 0,37 million CHF à 0,49 million CHF. Toutefois, la dette courante a diminué du même pourcentage, 32%, en 2020 par rapport à 2019. Cette diminution pourrait s'expliquer, en partie, par la baisse du montant des intérêts moratoires sur les contributions de 2020. En raison du COVID‑19 et à la suite de nombreuses demandes des membres visant à prolonger le délai de versement de leurs contributions de 2020, le Secrétaire général a décidé d'accorder une période de grâce de six mois à tous les membres de l'UIT avant d'appliquer les intérêts moratoires par défaut.

2.4 Concernant les arriérés, ils ont enregistré une baisse significative de 51%, passant de 19,1 millions CHF en 2011 à 9,4 millions CHF en 2020, et une baisse de 16% en 2020 par rapport à 2019.

# 3 Suspension/radiation de Membres de Secteur de l'UIT, d'Associés et d'établissements universitaires

3.1 Depuis l'adoption de la Résolution 152 et, en particulier, depuis qu'une certaine flexibilité a été accordée au Secrétaire général (session de 2011 du Conseil), une procédure de rappels personnalisés pour les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires en retard de paiement a été mise en place, conjuguée à un suivi proactif et coordonné associant le Secrétariat général, les Bureaux des Secteurs et les Bureaux régionaux. Les administrations sont informées de ce processus et, dans certains cas, jouent un rôle actif et très fructueux en aidant le secrétariat à recouvrer les dettes et à réadmettre les membres dont la participation avait été suspendue. Le secrétariat est reconnaissant de cet appui apporté.

3.2 La procédure mise en place a donné de bons résultats, puisqu'elle a permis une baisse du nombre de suspensions et du nombre d'exclusions définitives. Sur les 184 entités encourant le risque d'une suspension en juin 2020, 69 ont été suspendues en octobre 2020. Ce nombre est ensuite descendu à 44 entités (au 3 mars 2021) dont la participation est "gelée" depuis janvier 2021. Le statut d'entité dont la participation est "gelée" permet aux entités concernées de disposer de temps supplémentaire pour régler leur situation financière au lieu d'être automatiquement exclues. Plus aucune facture ne leur est envoyée, leur participation reste suspendue, mais elles continuent de figurer sur la liste des Membres de Secteur, Associés et établissements universitaires. La liste des entités dont la participation est "gelée" depuis janvier 2021 figure dans l'Annexe 1.

3.3 Des efforts considérables ont été déployés pour que des entités dont la participation était "gelée" et qui risquaient d'être exclues reprennent leur participation. Ainsi, sur 50 entités qui auraient été exclues en application de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) en janvier 2020, le secrétariat a réussi à en convaincre vingt-et-une de s'acquitter de leurs contributions, ce qui a abouti à la réactivation de la participation de dix entités, tandis que seize entités ont fait l'objet d'une dénonciation officielle. Près de 69% des entités ayant fait l'objet d'une dénonciation ont réglé leur situation financière.

3.4 Bien que l'octroi d'un délai supplémentaire ait permis à certaines entités de conserver leur qualité de membre, lorsqu'il devient évident que certaines entités suspendues de longue date ne seront pas réadmises et ne régleront pas leurs arriérés, il convient de les exclure. L'expérience a montré que les entités qui souhaitent continuer de participer aux travaux des Secteurs régularisent habituellement leur situation rapidement. En d'autres termes, plus longue est la période de suspension, moins les entités sont susceptibles de participer à nouveau aux travaux et de régler leurs dettes. Le Secrétaire général a approuvé l'exclusion de 25 entités, dont la participation était "gelée" depuis janvier 2020, avec effet au 30 juin 2021. La liste de ces entités figure dans l'Annexe 2.

# 4 Recommandations

4.1 Il convient de poursuivre la collaboration étroite entre le secrétariat, les Bureaux et les bureaux régionaux, afin d'assurer le suivi du paiement des droits par les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires. Il est nécessaire de prendre des mesures coordonnées pour garder les entités suspendues, afin qu'elles recouvrent leurs arriérés et participent de nouveau aux travaux des Secteurs.

4.2 Même si l'expérience a montré que la flexibilité offerte a été utile, en ce qu'elle a permis de laisser davantage de temps pour retenir certaines entités à l'UIT, il est recommandé que le Secrétaire général continue d'exclure les entités suspendues de longue date, car il est peu probable qu'elles soient réadmises et remboursent leurs dettes.

4.3 Nonobstant ce qui précède, le secrétariat de l'UIT demande aux Administrations qui, en vertu de l'article 19 de la Convention, approuvent la participation des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires, de continuer à lui fournir un appui continu en ce qui concerne le suivi des entités en retard dans le paiement de leurs contributions.

**Annexes**: 2

ANNEXE 1

MEMBRES SUSPENDUS À PARTIR DU 1er OCTOBRE 2020 – PARTICIPATION "GELÉE"
DEPUIS LE 1er JANVIER 2021

*Contributions dues pour 2020 – État au 3 mars 2021*

| Pays | Entité | Période/Secteur | UIT-R | UIT-T | UIT-D | Établissements universitaires |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| AFGHANISTAN | Afghan Wireless Communication Company | 2020/UIT-D |  |  | 1 |  |
| BOTSWANA | Botswana Fibre Networks | 2020/Associé UIT-T |  | 1 |  |  |
| BRÉSIL | Fundação Instituto Nacional de Telecomunicações – FINATEL | 2020/UIT-D |  |  | 1 |  |
| CAMBODGE | CHUAN WEI (Cambodge) Co., Ltd. | 2020/UIT-R et UIT-D | 1 |  | 1 |  |
| CHINE | Dingli Corporation Ltd. | 2020/Associé UIT-T |  | 1 |  |  |
|   | Yong Xin Hua Yun Cultural Development Corporation | 2020/UIT-T |  | 1 |  |  |
| CÔTE D'IVOIRE | Agence nationale du service universel des télécommunications/TIC | 2020/UIT-D |  |  | 1 |  |
| DOMINICAINE (RÉP.) | Universidad Autónoma de Santo Domingo | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
| ESTONIE | Clementvale Baltic OÜ | 2020/Associé UIT-T |  | 1 |  |  |
| GHANA | Subah Infosolutions Ghana Limited | 2020/UIT-R et UIT-D | 1 |  | 1 |  |
| INDE | Center for Study of Science, Technology and Policy | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
| IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') | Université iranienne des sciences et des technologies | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
|   | Faculté des sciences appliquées des postes et télécommunications | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
|   | Monenco Iran | 2020/Associé UIT-D |  |  | 1 |  |
| ISRAËL | Beezz Communication Sol. Ltd. | 2020/Associé UIT-T |  | 1 |  |  |
|   | Sckipio Technologies S.I. Ltd. | 2020/Associé UIT-T |  | 1 |  |  |
| ITALIE | Institute of Communication, Information and Perception Technologies – Scuol | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
|   | Sky Chance Trading | 2020/Associé UIT-R | 1 |  |  |  |
| JAPON | Université de Keio  | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
| KENYA | Airtel Networks Kenya Ltd. | 2020/UIT-D |  |  | 1 |  |
| CORÉE (RÉPUBLIQUE DE) | Hankuk University of Foreign Studies | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
|   | Smart Quantum Communication ITRC (Université de Corée) | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
| KOWEÏT | Kuwait Telecommunication Company (STC) | 2020/UIT-D |  |  | 1 |  |
| LIBAN | Mobile Interim Company 2 | 2020/UIT-D |  |  | 1 |  |
| LESOTHO | Econet Telecom Lesotho | 2020/UIT-T |  | 1 |  |  |
| MALI | Orange Mali SA | 2020/UIT-R et UIT-T | 1 | 1 |  |  |
| NIGÉRIA | Université du Nigéria | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
| QATAR | Ooredoo | 2020/UIT-R, UIT-T et UIT-D | 1 | 1 | 1 |  |
| ROUMANIE | Telekom Romania Communications S.A. | 2020/UIT-T |  | 1 |  |  |
| SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE | Unitel STP | 2020/UIT-T |  | 1 |  |  |
| SOUDAN | Sudatel Telecom Group | 2020/UIT-D |  |  | 1 |  |
| SUISSE | High-Tech Bridge SA | 2020/Associé UIT-D |  |  | 1 |  |
| RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE | Syriatel Mobile Telecom SA | 2020/UIT-D |  |  | 1 |  |
| TANZANIE (RÉPUBLIQUE-UNIE DE) | Université de Dodoma | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
| ÉMIRATS ARABES UNIS | Université des sciences et des technologies d'Ajman | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
|   | Higher Colleges of Technology | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
| ROYAUME-UNI | ADA Innovation Lab Limited | 2020/UIT-T |  | 1 |  |  |
| ÉTATS-UNIS | Analog Devices, Inc. | 2020/Associé UIT-T |  | 1 |  |  |
|   | Continental Automotive Systems Inc. | 2020/Associé UIT-T |  | 1 |  |  |
|   | Georgia Institute of Technology | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
|   | Oration Technologies, Inc. | 2020/Associé UIT-T |  | 1 |  |  |
|   | Private Internet Access | 2020/Associé UIT-T |  | 1 |  |  |
|   | Xelic, Inc. | 2020/Associé UIT-T |  | 1 |  |  |
| ZAMBIE | Université de Zambie, École des sciences naturelles | 2020/Établissement universitaire |  |  |  | 1 |
| **TOTAL** | **44 Membres** |   | **5** | **17** | **13** | **14** |

ANNEXE 2

MEMBRES EXCLUS AVEC EFFET AU 30 JUIN 2021

*Participation "gelée" depuis janvier 2020 – Contributions dues à compter de 2019*

*État au 3 mars 2021*

| Pays | Entité | Période/Secteur | UIT-R | UIT-T | UIT-D | Établissements universitaires |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| BURKINA FASO | Office national des télécommunications (ONATEL) | 2019/UIT-D |   |   | 1 |   |
| BURUNDI | Econet Leo SA | 2019/UIT-D |   |   | 1 |   |
| BURUNDI | Office national des télécommunications du Burundi (ONATEL) | 2019/UIT-D |   |   | 1 |   |
| COLOMBIE | Universidad ICESI | 2019/Établissement universitaire |   |   |   | 1 |
| CÔTE D'IVOIRE | VALSCH Consulting | 2019/UIT-D |   |   | 1 |   |
| ÉGYPTE | Orange Égypte | 2019/Associé UIT-D |   |   | 1 |   |
| HONGRIE | Université de technologie et d'économie de Budapest | 2019/Établissement universitaire |   |   |   | 1 |
| INDE | Bharat Sanchar Nigam Ltd. (BSNL) | 2019/UIT-R, UIT-T et UIT-D | 1 | 1 | 1 |   |
|   | Konkan Railway Corporation Ltd. | 2019/Associé UIT-D |   |   | 1 |   |
| IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') | Iranian Net Comm. & Electro Services Co. | 2019/Associé UIT-D |   |   | 1 |   |
| ISRAËL | JpU Io Ltd. | 2019/Associé UIT-T |   | 1 |   |   |
| CORÉE (RÉPUBLIQUE DE) | École supérieure de l'Administration publique, Université nationale de Séoul | 2019/Établissement universitaire |   |   |   | 1 |
|   | Agence nationale de la société de l'information (NIA) | 2019/UIT-D |   |   | 1 |   |
| LIBAN | Autorité de régulation des télécommunications | 2019/UIT-R, UIT-T et UIT-D | 1 | 1 | 1 |   |
| PHILIPPINES | Globe Telecom | 2019/UIT-T |   | 1 |   |   |
| SÉNÉGAL | Le Consortium du Service Universel | 2019/UIT-T et UIT-D |   | 1 | 1 |   |
| THAÏLANDE | Université de Chulalongkorn, Faculté d'ingénierie  | 2019/Établissement universitaire |   |   |   | 1 |
| TUNISIE | Agence Tunisienne d'Internet (ATI) | 2019/UIT-D |   |   | 1 |   |
| ÉTATS-UNIS | eCurrency | 2019/UIT-T |   | 1 |   |   |
|   | Space Systems Loral | 2019/Associé UIT-R | 1 |   |   |   |
|   | Tektronix, Inc. | 2019/Associé UIT-T |   | 1 |   |   |
|   | Toda Network Corporation | 2019/Associé UIT-T |   | 1 |   |   |
| VENEZUELA | Compañía Anónima Nacional Teléfonos Venezuela (CANTV) | 2019/UIT-R, UIT-T et UIT-D | 1 | 1 | 1 |   |
| ZIMBABWE | Econet Wireless (PVT) Ltd. | 2019/UIT-D |   |   | 1 |   |
| RÉS. 99 (RÉV. DUBAÏ, 2018 | Université technique de Palestine  | 2019/Établissement universitaire |   |   |   | 1 |
| **TOTAL** | **25 Membres** |   | **4** | **9** | **14** | **5** |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_